|  |
| --- |
| **Jean TOURNON**  professeur émérite et chercheur universitaire français en science politique  (1965)  “Les valeurs idéologiques communes et divergentes.”  4e Congrès des Affaires canadiennes, 1964  **LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES** CHICOUTIMI, QUÉBEC <http://classiques.uqac.ca/> |



<http://classiques.uqac.ca/>

*Les Classiques des sciences sociales* est une bibliothèque numérique en libre accès, fondée au Cégep de Chicoutimi en 1993 et développée en partenariat avec l’Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.



<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25e anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

Politique d'utilisation  
de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l’autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.

- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue

Fondateur et Président-directeur général,

LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur associé, Université du Québec à Chicoutimi

Courriel: [classiques.sc.soc@gmail.com](mailto:classiques.sc.soc@gmail.com)

Site web pédagogique : <http://jmt-sociologue.uqac.ca/>

à partir du texte de :

Jean Tournon

“**Les valeurs idéologiques communes et divergentes**.”

In Congrès des Affaires canadiennes, **La dualité canadienne à l’heure des États-Unis.** 4e Congrès des Affaires canadiennes, 1964, pp. 85-92. Québec : Les Presses de l’Université Laval, 1965, 132 pp.

Le directeur général des Presses de l’Université Laval, Monsieur Denis Dion, nous a accordé gracieusement, le 25 mai 2021, son autorisation pour la diffusion en libre accès à tous de ce livre dans Les Classiques des sciences sociales.

Boite_aux_lettres_clair Courriel : Denis Dion : [Denis.Dion@pul.ulaval.ca](mailto:Denis.Dion@pul.ulaval.ca)

Directeur général des Presses de l’Université Laval.

Police de caractères utilisés :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5’’ x 11’’.

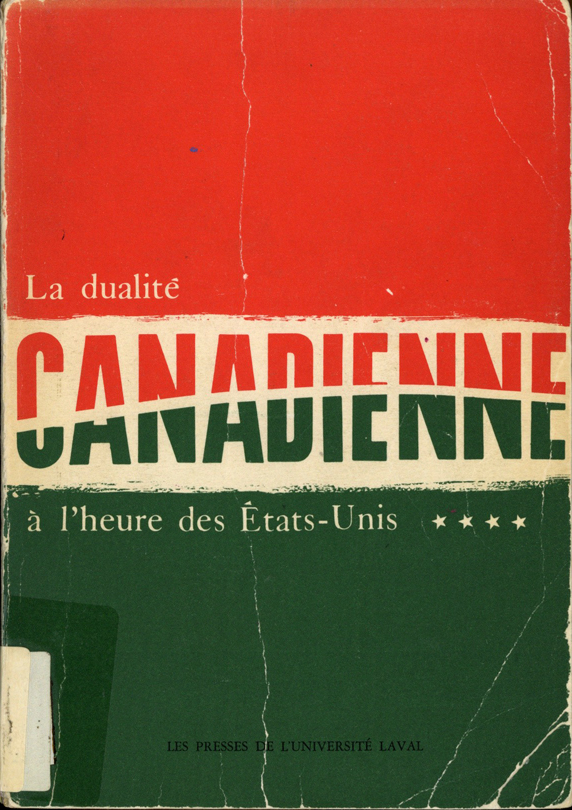
Édition numérique réalisée le 24 juin 2021 à Chicoutimi, Québec.

fait_sur_mac

**Jean TOURNON**

professeur émérite et chercheur universitaire français  
en science politique

“Les valeurs idéologiques  
communes et divergentes.”



In Congrès des Affaires canadiennes, **La dualité canadienne à l’heure des États-Unis.** 4e Congrès des Affaires canadiennes, 1964, pp. 85-92. Québec : Les Presses de l’Université Laval, 1965, 132 pp.

|  |
| --- |
| [PUL_logo_et_texte](https://www.pulaval.com/)  Nous voulons témoigner notre gratitude à l’éditeur, *Les Presses de l’Université Laval*, pour leur autorisation de diffuser ce livre en libre accès à tous dans Les Classiques de sciences sociales.  Le 25 mai 2021, M. Denis Dion, directeur général des Presses de l’Université Laval, nous autorisait la diffusion en accès libre à tous de ce livre dans Les Classiques des sciences sociales.  Boite_aux_lettres_clair Courriel : Denis Dion : [Denis.Dion@pul.ulaval.ca](mailto:Denis.Dion@pul.ulaval.ca)  Les Presses de l’Université Laval : <https://www.pulaval.com/>  Jean-Marie Tremblay, C.Q., sociologue fondateur, Les Classiques des sciences sociales  Chicoutimi, Québec,  Mercredi, le 22 juin 2021. |

**Note pour la version numérique** : La numérotation entre crochets [] correspond à la pagination, en début de page, de l'édition d'origine numérisée. JMT.

Par exemple, [1] correspond au début de la page 1 de l’édition papier numérisée.

[85]

**La dualité canadienne à l’heure des États-Unis.**

“Les valeurs idéologiques  
communes et divergentes.”

Jean TOURNON

Comparer les idéologies de deux pays, c’est un peu comme scruter la forme des nuages. Tant de latitude est laissée à l’observateur que tous les jeux semblent permis et qu’aucun résultat n’est prouvable.

Dès que l’on s’intéresse à l’idéologie d’un pays, on devient conscient des difficultés inhérentes à ce genre d’observation : il faut décider quelle forme d’expression de l’idéologie on tiendra pour valide, celle du poète ou celle du journal à sensation, celle de l’homme d’État ou de l’homme de la rue. Postulera-t-on qu’il existe une idéologie qui recouvre toutes les paroles et tous les comportements dans un pays donné — ou devra-t-on descendre jusqu’à la multiplicité et complexité des systèmes de pensée individuels ? Et il faut avouer que le devoir de faire des comparaisons peut porter à errer par esprit de symétrie ou esprit de système.

Par exemple, le jeu serait facile — et vain ! — d’opposer, en contrastes abrupts, une idéologie québécoise à une idéologie américaine jugée, d’avance, antithétique ; d’opposer, hier, un Québec agreste à une Amérique industrialiste, et, aujourd’hui, le dirigisme québécois à la libre entreprise américaine. Aussi simpliste serait de brosser à grands traits un tableau de l’homme nord-américain, et de montrer que l’habitant du Québec et l’habitant des États-Unis n’en sont que des variantes ; à ce compte-là, le Canadien anglais ne serait lui aussi qu’une variante, ce qui laisserait à penser au Canadien français que, de variante à variante, il peut exister des différences non négligeables.

Par ailleurs, celui qui cherche à caractériser l’idéologie d’un pays repère facilement les porte-parole prolixes et voyants qui occupent les tribunes importantes, se vendent bien en librairie et utilisent à plein tous les moyens de diffusion de masse disponibles dans le pays. Mais n’y a-t-il qu’eux ? Faut-il aussi prêter attention à ceux qui crient dans le désert, et se méfier des unanimités conformistes et superficielles ? Ce problème est d’autant moins à négliger que les moyens d’expression, contrôlés dans les pays capitalistes par la classe possédante et dans les pays totalitaires par les gouvernants, tendent à propager et imposer une perception uniforme de la réalité sociale, ne donnant de l’idéologie réelle du pays qu’une image simplifiée, et axée sur la louange du *statu quo*.

[86]

Un travail de comparaison de deux cultures différentes court le risque de vite devenir simple manipulation de stéréotypes, de généralités creuses qui non seulement nient la diversité des groupes considérés mais sont un ramassis de tous les préjugés qui ont cours sur le « caractère national » des pays en cause. Qui ne serait tenté, par exemple, de noter, dans l’idéologie américaine, l’enthousiasme pour le progrès économique et social, la dévotion à la religion industrialiste — et d’opposer ces traits au conservatisme passionnel et bucolique qui a régné si longtemps au Québec ? Le contraste est brillant, mais la vérité oblige à dire qu’il y a toujours eu, aux États-Unis, une opposition sourde mais puissante au mode de vie industriel et que, encore aujourd’hui, les campagnes sont un îlot culturel qui se pense comme distinct, qui se veut meilleur que le reste de l’Amérique. Il existe une société traditionaliste américaine dont l’effroi et la réprobation à l’égard du déracinement et de l’immoralité de la vie urbaine et industrielle trouvent une réplique exacte au Québec — et l’ampleur de mouvements comme le Ku-Klux-Klan dans les années 1920 et le maccarthysme dans les années 1950 montre que cette idéologie est moins minoritaire qu’on ne serait tenté de le penser : sur ce plan, toute la différence entre le Québec et les États-Unis c’est qu’au Québec cette idéologie n’a pendant longtemps trouvé aucun contrepoids tandis qu’aux États-Unis elle était maintenue en lisière par la conjonction du développement des villes, du bien-être industriel, et des apports de l’immigration.

Si l’on se met à parler des idéologies américaines et non plus d’une idéologie américaine, faudra-t-il aussi considérer le clivage racial ? Il a été dit, avec, à mon avis, quelque goût pour le mélodrame, que le Québécois est au Canada ce que le Noir est aux États-Unis. Outrance pour outrance, je dirais que le Québécois est tout autant le Sudiste du Canada. Son destin a bien des points communs avec celui des Sudistes, groupe porteur d’une vieille culture, qui s’est mis à part pour se protéger de la souillure industrielle, choisissant le repli sur soi-même, le retour au mode de vie rural pour mieux résister au choc de la vie moderne, et se rendant compte finalement qu’il n’a travaillé ainsi qu’à sa propre décadence et n’a réussi à opposer, au matérialisme cupide qu’il condamne chez le Yankee, que la résistance dérisoire d’une civilisation moribonde.

Ces quelques réflexions préliminaires visaient à souligner les difficultés et les limites de tout travail comparatif de cet ordre. Maintenant que votre sens critique est en éveil, je peux me risquer à tracer de trop ingénieux ou trop grandioses parallèles. Il faut bien abattre des arbres pour que l’on puisse voir la forêt.

I. — DESTIN INDIVIDUEL ET DESTIN COLLECTIF

Entre le Canadien « né pour un petit pain » et l'Américain qui, selon une croyance à peine dévalorisée, peut, à sa naissance, aspirer [87] aux plus grands honneurs et aux plus prodigieuses richesses, le contraste est saisissant. On fera observer, évidemment, ^que les ascensions sociales spectaculaires n’ont jamais été légion aux États-Unis, qu’elles y sont de plus en plus rares, et que la stratification sociale y est en définitive infiniment moins mythique que l’égalité des chances. D’un autre côté, les réussites sociales et économiques de certaines familles canadiennes-françaises montrent qu’au Québec il y a des petits pains qui sont plus grands ou plus savoureux que d’autres. Il n’en reste pas moins que les idéologies traduisent assez bien les réalités sociales des deux pays.

L’Américain est élevé dans une société où il se sent le champ libre pour déployer tous ses talents et tout son courage ; l’idéologie diffuse à laquelle il participe l’incite à n’attribuer qu’à lui-même le mérite de sa réussite ou, le cas échéant, les causes de son insuccès ; l’absence, au niveau politique, de lutte de classes, malgré l’existence, même fruste, d’une certaine conscience de classe, témoigne de la crédibilité pour le citoyen américain moyen de cette morale individuelle et puritaine selon laquelle la réussite terrestre est une sorte d’acompte versé à l’homme vertueux qui, par son travail sans répit, est en quête de son salut éternel. À voir les méthodes peu recommandables utilisées par certains dans leur travail, on est tenté de penser que le paradis est devenu pour eux l’objectif secondaire, et les biens de ce monde l’objectif premier sinon unique, mais ce qui compte c’est finalement que leur réussite obtienne toujours, sauf en cas de malhonnêteté trop notoire, l’approbation de la société, et que cette ratification vienne légitimer a posteriori tout l’effort entrepris.

Dans la société canadienne-française, longtemps accablée d’un deuil historique et résignée à une infériorité économique jugée fatidique, la réussite individuelle fait fausse note. La société qui s’est assigné pour mission « d’entretenir et faire rayonner au loin le foyer lumineux de la religion et de la pensée » ne saurait conférer son approbation aux activités orientées vers les valeurs dissidentes du succès économique et social. En conséquence, non seulement le jeune Canadien ambitieux se sentait poussé à n’entrer que dans les secteurs d’activité où le caractère quelque peu intellectuel de son travail le sauverait de la disgrâce attachée à toute besogne mercenaire, mais aussi sa réussite éventuelle pouvait difficilement s’accorder avec l’idéologie ambiante axée sur les thèmes de la vallée de larmes et de la vocation quasi contemplative de tout un peuple.

Alors qu’aux États-Unis la réussite vient enlever à l’individu ses doutes, l’intégrer définitivement dans la société, et lui décerner par anticipation les palmes de l’élu, au Québec, la même réussite fait problème pour l’individu et l’oblige à bien des contorsions pour étouffer les discordances entre son destin individuel heureux et le destin tragique de sa nation. Tandis que l’existence de l’Américain se déroule de bout en bout dans une perspective individualiste, la vie ramène immanquablement le Québécois à la conscience douloureuse [88] d’une solidarité collective qui s’oppose à ses aspirations au bonheur individuel.

Même aujourd’hui, après que les illusions se sont dissipées concernant la possibilité de maintenir le dynamisme d’une culture nationale sans le soubassement d’un dynamisme économique, le Québécois ne peut adopter l’idéologie individualiste de son voisin américain car il voit avec de plus en plus de netteté l’impossibilité de détacher son destin personnel du destin collectif : ou bien il n’arrive pas à faire de son existence ce qu’il avait rêvé d’en faire, et s’aperçoit que les difficultés qui l’assaillent (chômage, avenir bouché, handicap linguistique et culturel, etc.) sont des problèmes collectifs beaucoup plus qu’individuels, ou bien il réussit et est tôt amené à reconnaître qu’un succès personnel qui a pour toile de fond un échec collectif non seulement a un goût amer mais est rendu précaire à cause de son caractère d’exception et, somme toute, de privilège.

II. — VUES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

Une psychanalyse politique sommaire suffirait à faire surgir l’opposition entre les façons dont l’Américain et le Québécois dépendent de leur appartenance à une communauté politique. Alors que l’extraordinaire diversité d’origine de ses membres fait de la communauté politique américaine une entité incertaine de ses caractéristiques et de son devenir, l’homogénéité native de la collectivité canadienne-française semble avoir rendu futile toute interrogation sur l’être de cette nation.

Le citoyen américain est du domaine du futur ; il sera un type humain surgi à la fin d’un long processus (évolutif autant qu’intégratif) à base de démocratie politique et de mobilité sociale. L’impératif de la société américaine est de favoriser entre ses membres ces interactions créatrices, notamment en luttant avec détermination contre toutes formes de cloisonnement, barrières et préjugés, qui font obstacle au libre contact des gens, des idées et des manières de faire.

Quel contraste, semble-t-il, avec le Canadien français, type humain considéré comme achevé, donné comme point de départ, et qu’il s’est agi de conserver du mieux possible à travers les tribulations des siècles ! L’impératif de la société québécoise a été d’assurer la protection d’un être canadien-français dont la corruptibilité l’emportait infiniment sur la perfectibilité, et qu’il fallait, en conséquence, mettre à l’abri derrière le rempart des traditions. Alors que de génération en génération l’Américain se réjouissait de voir ses fils devenus « plus américains » que leur père, le Québécois se tourmentait des possibles déperditions survenues dans la transmission de l’héritage ancestral et troublait sa vieillesse de l’idée que ses fils seraient moins canadiens que leur père, et que ses petits-fils allaient courir des dangers bien plus grands encore.

[89]

Bien sûr, une telle image en noir et blanc mérite d’être quelque peu nuancée. Il faut noter, par exemple, qu’aux États-Unis le noyau original des colons n’a pas vu sans effroi déferler les vagues successives et toujours plus nombreuses d’immigrants qui étaient, par la race, la religion et les manières, d’un type fort différent de celui du premier peuplement ; mais la réaction n’a pas été de repliement : armés d’une constitution et d’un drapeau, les Américains firent confiance à la valeur de leur organisation sociale et à la puissance de leur rêve nationaliste, et chaque nouveau flot d’immigrants vint se ranger derrière la Constitution et le drapeau, se demandant aussitôt avec inquiétude si le prochain arrivage n’allait pas venir abâtardir la magnifique race américaine ! Si l’on mesure bien le risque pris dans cette entreprise, on comprend mieux la ferveur avec laquelle chaque écolier américain jure fidélité chaque matin à son drapeau et pourquoi, au Capitole de Washington, on désigne par le mot de « sanctuaire » l’endroit où est exposé l’original de la Constitution. Pourtant, une telle réussite n’a pas empêché, de génération en génération, des réactions de panique xénophobe, d’intégrisme nationaliste et de guerre sainte contre ceux qu’on accusait de non-américanisme (des *unamerican ideas* du XVIIIe siècle aux *unamerican activities* de naguère). Qu’une société en pleine expansion et jamais réellement menacée dans son être n’ait pu éviter de recourir de temps à autre aux dragonnades incline à quelque compréhension envers le conformisme autoritaire qui a régné pendant deux siècles sur le Canada français...

D’ailleurs, le Québécois a été de moins en moins satisfait de la solution immobiliste, et dans la période récente les voix les plus autorisées ont dénoncé quel leurre ç’avait été de croire que, pour rester soi-même, il suffisait de rester immuable dans un monde changeant. Le plus simple trappeur aurait pu depuis longtemps expliquer à ses évêques et ses ministres que l’animal, pour poursuivre, s’adapte au moindre changement de son environnement et que si, par prédilection obstinée pour un certain mode de vie, un animal voulait ignorer les bouleversements et métamorphoses de la nature, il mourrait vite de faim ou de froid. Une telle analogie n’est pas nécessaire aujourd’hui pour faire rejeter par tous les esprits l’anathème jeté jadis contre les initiatives économiques : il est évident que le plus mauvais chemin pour atteindre au rayonnement intellectuel est le chemin de l’asservissement économique. La langue française elle-même, substrat dynamique de tout le patrimoine culturel, serait inéluctablement vouée à la disparition si elle n’était que le jouet luxueux d’une petite élite intellectuelle. Si bien que, par un salutaire retour des choses, le Québécois du milieu du siècle prend le contre-pied de l’admonestation fameuse et veut résolument allumer le feu des usines pour assurer le rayonnement des idées.

Entrant dans la course à la croissance économique avec pas mal de handicap, le Canada français semble trouver normal que l’État joue [90] un certain rôle d’incitation et de coordination, sinon de direction, des efforts qui doivent être déployés dans tous les secteurs de l’économie. Ceci permettrait facilement d’opposer l’idéologie américaine, qui fait l’apologie de la libre entreprise et le procès des interventions étatiques, à l’idéologie planificatrice et socialisante qui prévaut au Québec ; mais le contraste n’est si grand qu’à condition de prendre pour argent comptant toute la phraséologie publicitaire mode in U.S.A. déversée généreusement par les moyens d’information contrôlés de près ou de loin par le milieu des affaires.

En fait, l’emprise de l’État sur l’économie américaine, aussi camouflée et sporadique qu’elle soit, est un élément, à mon avis, déterminant de la croissance économique des États-Unis. Sans remonter à la guerre d’indépendance et à l’essor subséquent des manufactures jusque-là brimées par le colonialisme anglais, je voudrais citer certains faits qui donneront peut-être à réfléchir à ceux qui assurent un peu vite que l’État ne peut que mal faire en matière économique. Sous l’impulsion du gouvernement, la Première guerre mondiale entraîna une expansion et une modernisation extraordinaires de la plupart des industries. Sous prétexte de vertueuses représailles, le Gouvernement s’empara de tous les brevets allemands et les donna généreusement aux industriels américains ; en conséquence directe de cela, l’industrie chimique qui était très rudimentaire en 1914 était devenue en 1920 la plus puissante du monde. La pudeur américaine empêche d’appeler cela « nationalisation » ou « émancipation économique » mais aucun pays sous-développé rêve-t-il de faire autre chose ? Entre les deux guerres, le socialo-corporatisme brouillon du *New Deal* ne semble pas avoir eu de résultats décisifs dans sa lutte contre la crise économique ; il reste, en tout cas, de cette période, des réalisations comme celles de la Vallée du Tennessee ou les programmes d’électrification rurale, dont on ne peut pas dire qu’elles soient bien orthodoxes dans un système de libre entreprise militante. La Seconde guerre mondiale amène l’État à jouer un rôle sans précédent dans l’économie du pays : un fantastique déferlement d’investissements publics (dix-sept milliards de dollars de 1940 à 1944, soit les deux tiers du montant total des investissements de cette période) réussit à multiplier par deux le volume de la production industrielle et à faire accéder l’Amérique à une situation de plein emploi alors que le nombre de chômeurs n’avait été réduit, par le New Deal, que de douze millions de sans-travail en 1932 à neuf millions en 1939. En 1945, l’État se trouve être propriétaire de 90% des installations fabriquant du caoutchouc synthétique, du magnésium, des avions et des navires ; propriétaire de 70% des installations productives d’aluminium ; propriétaire de 50% de toutes les machines-outils fonctionnant aux États-Unis. L’État ne gère pas directement cet énorme empire : toutes ses propriétés sont utilisées sous contrat par des entrepreneurs privés auxquels elles seront vendues pour une bouchée de pain à la fin des hostilités. Les hommes d’affaires américains commencent l’après-guerre [91] à la tête d’un appareil de production qui a doublé de taille, dont l’équipement est ultra-moderne et qui ne leur a pratiquement rien coûté ; en face d’eux, ce qui ne gâte pas les choses, des dizaines de millions d’individus, salariés directement ou indirectement de l’État, ont accumulé un pouvoir d’achat comme on n’en avait jamais vu et n’attendent que le moment de se lancer dans une consommation vorace et insatiable. Après cela, on pourra clamer que l’entreprise privée a gagné la guerre (on voit, en tout cas, fort bien ce qu’elle a gagné par la guerre !...) et faire, des interventions étatiques, le fléau des temps modernes. On ne peut s’empêcher de penser que la prospérité américaine d’aujourd’hui n’a pas été édifiée sur les bases d’un libéralisme très orthodoxe. Imaginez pourtant à quelle levée de boucliers on assisterait si un homme politique du Québec avait l’audace d’envisager de faire à l’économie québécoise le quart de ce que le gouvernement américain a fait de 1940 à 1945 à l’économie des États-Unis !

Il n’a été fait mention jusqu’à présent que des interventions gouvernementales les plus spectaculaires dans l’économie américaine. Mais il existe aussi un système de surveillance et de régulation des activités économiques, qui agit sans discontinuité et en profondeur. Dix départements exécutifs fédéraux, plus d’une cinquantaine d’agences fédérales, des centaines d’organisations gouvernementales fonctionnant au niveau des États, étendent sur toute l’économie américaine un réseau de contrôles et d’incitations. Plus d’un économiste s’est amusé à décrire comment, au paradis de la libre entreprise, l’État décidait de l’heure de départ des trains, du nombre de minutes par heure accordées pour les annonces publicitaires à la radio et à la télévision, de la race de dinde ou du type de coton que devrait choisir le fermier, du prix des billets d’avion et de l’épaisseur des sandwichs servis en vol, etc. À la vérité, les firmes américaines trouvent presque toujours, dans leurs investissements à l’étranger, des situations de plus grande liberté qu’aux États-Unis mêmes et, en dépit des protestations qui sont de rigueur en pareil cas, l’homme d’affaires américain s’accommode facilement des efforts des gouvernements étrangers pour établir les mêmes sortes de limitations et de contrôles d’intérêt général qu’il connaît chez lui.

Tout ceci tendrait à indiquer qu’en matière d’intervention étatique, entre un Québec qui fait moins qu’il ne voudrait et une Amérique qui fait plus qu’elle ne dit, l’écart n’est pas aussi grand que les idéologies officielles pourraient le laisser croire.

Dans toute l’Amérique du Nord et en Europe, la lutte pour la subsistance quotidienne est en passe d’être définitivement gagnée, et de nouvelles tâches attendent nos sociétés.

Le confort matériel n’est une valeur que comme manque ; une fois obtenu, il n’est plus une valeur. Pendant un temps, les sociétés peuvent continuer sur leur lancée et chercher à augmenter indéfiniment [92] ce confort, mais la satisfaction obtenue risque de décroître, elle aussi, indéfiniment. Un retour s’ébauche alors vers les problèmes fondamentaux qui avaient été soulevés, aux débuts de l’industrialisation, par certains dissidents mais qui avaient été alors renvoyés à plus tard. Par exemple, quel aura été le coût humain de la production de masse ? en quel état de désorganisation sont nos sociétés et en quelles dispositions nos esprits ? Les nations doivent-elles survivre aux barrières douanières et, si oui, pour quelles fins dans l’histoire de l’homme ?

À ce moment-là, on verra sans doute se retrouver aux avant-postes de ces expansions nouvelles les groupes humains qui auront le plus opiniâtrement lutté pour surmonter un destin qui semblait les vouer à disparaître ou à trahir leur attachement à certaines valeurs fondamentales. Et les peuples qui n’auront pas vendu leur âme redonneront espoir aux autres.